

Zeitschrift: Korrespondenzblatt des Bernischen Lehrervereins = Bulletin de la Société des instituteurs bernois

Band: 17 (1915-1916)

Heft: 7

Rubrik: Bernischer Mittellehrerverein = Société bernoise des Maîtres aux écoles moyennes

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 06.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



KORRESPONDENZBLATT DES BERNISCHEN LEHRERVEREINS BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES INSTITUTEURS BERNOIS

16. Dezember · 16 décembre 1915

N° 7

17. Jahrgang · 17^e année

Ständiges Sekretariat: Bern, Bollwerk 19, I. Stock.
Telephon 3416 □ Postcheckkonto III 107.

Das «*Korrespondenzblatt*» (obligatorisches und unentgeltliches Organ des B. L. V. und des B. M. V.) erscheint in der Regel um die Mitte des Monats. Mitteilungen für die Konferenzchronik bis am 14. jeden Monats, längere Einsendungen bis am 13. an das Sekretariat.

Secrétariat permanent: Berne, Bollwerk, 19, 1^{er} étage.
Téléphone 3416 □ Compte de chèques III 107.

Le «*Bulletin*» (organe obligatoire et gratuit du B. L. V. et du B. M. V.) paraît, en règle générale, vers le milieu du mois. Les communications des sections sont reçues par le secrétaire permanent jusqu'au 14, les autres publications jusqu'au 13 de chaque mois.

Inhalt — Sommaire: B. M. V.: Hauptversammlung des Bernischen Mittellehrervereins. — Assemblée générale de la Société bernoise des Maîtres aux écoles moyennes. — B. L. V.: Interpellation Boinay au Grand Conseil. — Vereinigung der Schulkommissionen des Jura. — Association des commissions d'écoles jurassiennes. — Zur Frage der Alterszulagen. — Augmentations de traitement pour années de service. — Delegiertenversammlung des Schweizerischen Lehrervereins. — Assemblée des délégués de l'Association suisse des Instituteurs. — Chronik des Kantonalvorstandes des B. L. V. — Chronique du Comité cantonal du B. L. V. — Schweizerischer Lehrerkalender. — **Mitteilungen — Communications:** Schweizerischer Lehrerverein. — Société suisse des Instituteurs. — Anzeige an die Sektionskassiere. — Avis aux caissiers de section. — Zur gefl. Beachtung. — Avis. — Jugendfürsorge.

Bernischer Mittellehrerverein.

Hauptversammlung

des Bernischen Mittellehrervereins

Donnerstag den 23. Dezember, vormittags 10¹/₂ Uhr,
im Gesellschaftszimmer des Kasino Bern.

Verhandlungen:

1. Eröffnungswort des Kantonalpräsidenten.
2. Protokoll.
3. «Die Ausbildung im Deutschen an der bernischen Lehramtsschule.» Referent: Herr Dr. O. v. Greyerz, Privatdozent.
4. «L'enseignement du français à l'école normale supérieure (Lehramtsschule).» Rapporteur: M. J. Mertenat, professeur, à Delémont.
5. Mitteilungen des K. V.
6. Unvorhergesehenes.

Gemeinsames Mittagessen à Fr. 2.50 ohne Getränk im Kasino.

Zu zahlreichem Besuche ladet höflich ein

Der K. V. des B. M. V.

Société bernoise des Maîtres aux écoles moyennes.

Assemblée générale

de la Société bernoise des Maîtres aux écoles moyennes
jeudi le 23 décembre 1915, à 10¹/₂ heures du matin,
au Casino, à Berne (Gesellschaftszimmer).

Tractanda:

- 1° Allocution du président.
- 2° Procès-verbal.
- 3° L'enseignement de l'allemand à l'école normale supérieure. Rapporteur: M. le Dr O. de Greyerz.
- 4° «L'enseignement du français à l'école normale supérieure.» Rapporteur: M. Mertenat, professeur, à Delémont.
- 5° Communications du C. C.
- 6° Divers.

Dîner en commun à fr. 2.50, sans vin, au Casino.

Nous comptons sur une forte participation.

Le C. C. du B. M. V.

Interpellation Boinay au Grand Conseil

(session du 17 novembre 1915).

M. Boinay déclare que le but de son interpellation est d'obtenir la sauvegarde des droits des communes relative aux nominations d'instituteurs, droits trop souvent lésés par la Société des instituteurs bernois. Il ne conteste pas à celle-ci le droit d'association garanti par l'article 56 de la Constitution fédérale; ce droit est indiscutable.

Il donne lecture des articles 1^{er} et 3 des statuts de la Société des instituteurs bernois, pour y relever le but poursuivi par la Société et les moyens dont elle se sert pour arriver à ses fins. Comme toute société qui progresse sent le besoin de reviser ses statuts, la Société des instituteurs bernois a apporté, dès 1908, de nombreuses modifications à ses règlements, et tout particulièrement au sujet de l'assistance judiciaire.

L'interpellateur lit l'article 2 sur les mesures prises par le corps enseignant contre les communes en cas de non-réélection de l'instituteur. Il s'applique à démontrer que les communes ont le droit exclusif de nommer leurs instituteurs. C'est à l'autorité scolaire (soit commune, soit commission) de décider si, oui ou non, la classe sera mise au concours. A l'honneur des communes et du corps enseignant, M. Boinay reconnaît que les cas de non-réélection sont rares. Il se plaît à dire que les places d'instituteur sont stables, voire même inamovibles; que les communes n'ont donc, par conséquent, presque jamais recours à la mise au concours. Cependant, il y a des cas où la négligence de l'instituteur nécessite cette mise au concours, et c'est alors là, précisément, que la Société des instituteurs bernois intervient par le boycottage, mesure contre laquelle M. Boinay proteste. 1) La Société, dit-il, n'a pas le droit d'appliquer l'interdit. Il conçoit que le faible, le pauvre, l'ouvrier use du boycottage contre son patron, mais il ne saurait l'admettre sans réserve de la part d'une association d'instituteurs, où le boycottage engendre des abus. Certes, la lutte pour l'existence crée de nouveaux moyens de défense: les conflits entre ouvriers et patrons sont là pour le prouver; mais pour aplanir les litiges, quels qu'ils soient, il faut se mouvoir dans le cadre de la loi; et c'est à l'autorité à réagir en cas de violation du droit.

L'interpellateur connaît des cas où l'autorité a dû intervenir contre le boycottage. Ceux donc qui font usage de cette arme encourent certaines responsabilités. Mais au cas particulier, le Comité central de la Société des instituteurs bernois ne court aucun risque, les droits de la Société étant

garantis. En cas d'intervention, le Comité a tout à gagner, rien à perdre. Les communes, par contre, risquent d'y perdre la contribution de l'Etat au traitement de l'instituteur. La lutte est inégale. La Société des instituteurs bernois n'a pas le droit de recourir; les instituteurs sont des fonctionnaires publics. Les écoles coûtent de l'argent. Ces fonctionnaires ont des droits à remplir envers l'Etat; ils ne doivent pas jeter le trouble dans les communes, ni s'immiscer dans les affaires de ces dernières. Les maîtres d'école n'ont pas à substituer leurs vœux à ceux de la commune. C'est aux pères de famille de juger si tel ou tel maître est encore digne de rester à l'école; et c'est antidémocratique et agir contre notre loi scolaire que de ne pas leur reconnaître ce droit. Autre raison: le nombre des instituteurs est limité. Les brevets ont créé un monopole dont il ne faut pas abuser. Les instituteurs ne doivent pas s'insurger en matières scolaires. Les greffiers, vous le savez, doivent être fournis d'un brevet. Qu'arriverait-il si une association de greffiers venait à défendre à tous les avocats, à tous les notaires de se présenter pour une place de greffier? Ce serait aller à l'encontre de nos institutions.

Les instituteurs sont groupés en une forte association. Avocats et notaires pourraient en faire autant pour soutenir un des leurs en cas de non-nomination. Mais ils n'en ont pas le droit et l'instituteur ne doit pas l'avoir non plus.

Parlant ensuite de l'intervention de la Société des instituteurs bernois, M. Boinay lui conteste le droit d'enquête qui, selon lui, aboutit toujours à un échec des communes, le Comité central ayant une tendance à excuser l'instituteur en cause, malgré tout. 2) Il reproche aussi à la Société des instituteurs bernois de présenter sa défense au Grand Conseil, avant d'avoir entendu la motion. La brochure du corps enseignant a, en effet, été distribuée aux députés du Grand Conseil; elle explique d'avance l'attitude des instituteurs qui ont tenu à prévenir l'attaque, ce qui ne plaît qu'à demi à l'orateur.

Ce n'est pas à un mobile politique que M. Boinay dit avoir obéi. Il proteste contre cette allégation, car il compte beaucoup d'amis dans le corps enseignant.

L'interpellateur pose la question suivante:

« M. Mosimann faisait-il de la politique quand il interpella le Grand Conseil au sujet du boycottage des écoles par les instituteurs? Non, il défendait simplement le droit des communes. »

Et M. Boinay de lire le texte des délibérations de la session du 22 novembre 1898 relatif au boycottage, délibérations auxquelles avait pris part M. Gobat, alors directeur de l'Instruction

publique. Celui-ci désapprouvait aussi le boycottage et le considérait comme troublant pour les communes.³⁾

Commentant ensuite les cas d'intervention désignés dans la brochure, M. Boinay s'écrie: «Oui, c'est bien le cas du Noirmont qui a motivé l'interpellation; la goutte d'eau a fait déborder le vase! Les communes veulent s'affranchir de toute tutelle.» Il résume l'affaire du Noirmont. Selon lui, plusieurs chefs du parti radical auraient également voté contre M. Rossé. M. l'inspecteur Châtelain aurait déclaré la classe de M. Rossé comme la plus mauvaise. Les articles de journaux signés «Flic», offensants pour Le Noirmont, étaient en réalité sortis de la plume de M. Rossé lui-même. Exempt du service militaire, M. Rossé se fit enrôler dans la landwehr, se fichant ainsi de sa classe. L'inspecteur Poupon partageait les vues de la commission d'école. M. Rossé aurait fait tout aussi bien son devoir en restant à la tête de sa classe. A l'examen d'admission de nouveaux élèves à l'école secondaire, les élèves présentés par l'instituteur en question échouaient régulièrement. Pour lui, la commission d'école n'existait pas; il la faisait marcher!! Il donnait congé quand bon lui semblait et était parti pour prendre les armes sans avertissement.⁴⁾

M. Boinay cite un autre cas: celui de Courchavon, où l'instituteur se rendait également insupportable à la commune et aurait fait des démarches pour la faire mettre sous tutelle.

Une lettre est lue ensuite où M. Boinay incrimine le Comité central de la Société des instituteurs bernois et lui reproche de poser en fait que l'inspecteur seul peut juger l'instituteur en connaissance de cause. «La commission d'école n'est donc rien! Que pensez-vous d'une pareille tenue? Et pour jeter de la poudre aux yeux de la commune de Courchavon, on lui dit que l'instituteur, s'il n'est pas nommé, aura droit à une indemnité.⁵⁾ Non, il faut que des mesures interviennent pour sauvegarder les droits des communes; il ne faut pas que leur appel reste lettre morte. La Société des instituteurs bernois doit rester dans le respect des lois et ne pas rendre le droit illusoire aux communes.»

L'interpellateur parle encore du cas de Fontenet et prétend que là l'instituteur n'a pas été soutenu par la Société des instituteurs bernois comme celle-ci aurait dû. Il trouve la Société des instituteurs bernois partielle.⁶⁾

Autre preuve de partialité: Un instituteur peu commode, soutenu par la Société des instituteurs bernois, est transféré dans une autre commune qui établit une classe supérieure. Personne ne se présente à l'inscription. Pourquoi?

Parce que le maître nouvellement nommé avait jeté son dévolu sur la classe et avait empêché les collègues de la postuler. Au su de ces agissements, la commune supprime cette classe, pour ne pas avoir à nommer l'instituteur en question.

Pour finir, M. Boinay se rit des paroles du syndic de Baden, dont il est fait mention dans la brochure. Il consent volontiers à ce que la Société des instituteurs bernois prenne pour modèle le magistrat argovien, mais l'interpellateur, lui, n'entend pas le considérer comme son patron.

* * *

Unterrichtsdirektor *Lohner* antwortet im Auftrage der Regierung folgendes: Der Interpellant verlangt zu wissen, welche Massnahmen die Regierung zu treffen gedenke, um den Umtrieben des Bernischen Lehrervereins, durch die das freie Wahlrecht der Gemeinden gefährdet werde, zu begegnen. Der Interpellant knüpft an den § 33 des Schulgesetzes an, der folgendermassen lautet: Die Lehrer werden auf den Vorschlag der Schulkommission, nach Mitgabe der bezüglichlichen Bestimmungen der Gemeindereglemente, frei aus der Zahl aller patentierten Bewerber auf die Dauer von sechs Jahren gewählt. Der Interpellant stellt gegenüber das freie Wahlrecht einerseits, die Umtriebe des Bernischen Lehrervereins, durch die dasselbe gefährdet werde, andererseits. Der Redner erörtert zunächst die grundsätzliche Seite der Frage. Das Rechtsverhältnis zwischen Gemeinden und Lehrer ist niedergelegt in den §§ 31 bis 37 des Schulgesetzes. Ueber die Natur dieses Verhältnisses bestehen verschiedene Ansichten. Die einen sagen, es sei durchaus öffentlich-rechtlicher Natur, andere geben ihm mehr den Charakter eines Vertrages, so dass dann Forderungen aus demselben dem Zivilrichter überwiesen werden können. § 31, Alinea 3, lautet: Die Ausschreibung soll alle mit der Stelle verbundenen zulässigen Rechte und Pflichten enthalten, soweit sie sich nicht aus bezüglichlichen Gesetzen und Verordnungen ergeben. Sie hat den Charakter eines für die anstellende Behörde wie für den Lehrer verbindlichen Vertrages. Daraus ergibt sich der Vertragscharakter, doch sind auch öffentlich-rechtliche Bestimmungen massgebend. Das Anstellungsverhältnis wird abgeschlossen auf die Dauer von sechs Jahren und hat nach Verlauf dieser Zeit sein Ende erreicht. Kein Teil ist an und für sich gezwungen, das Verhältnis fortzusetzen. Dies ist jedoch nicht der Normalfall, sondern dieser besteht in der Fortsetzung des Vertrages. Gute innere Gründe sprechen für diese Fortsetzung. Sie liegt einerseits im Interesse der Schule, andererseits aber auch im Interesse des Lehrers. *Jede*

Nichternewerung des Vertrages bedeutet für den Lehrer eine Existenzfrage. Das Gesetz nimmt ausdrücklich Rücksicht auf diesen Normalfall. § 34 des Schulgesetzes bestimmt: Spätestens drei Monate vor Ablauf der Amtsdauer soll die Wahlbehörde entscheiden, ob die Stelle ausgeschrieben werden soll oder nicht. § 35 sagt: Beschliesst sie, die Stelle nicht auszuschreiben, so ist damit der Inhaber auf eine neue Amtsdauer wiedergewählt. In der Praxis nun macht sich die Erneuerung des Vertrages in den meisten Fällen glatt. Um so mehr erregt es jeweilen Aufsehen, wenn es einmal anders geht und wenn ein Konflikt entsteht. Damit gelangt der Sprecher des Regierungsrates zum zweiten Teil der Interpellation, zu den «Umtrieben des Bernischen Lehrervereins». Er verliest die Zweckbestimmung des Vereins und das Reglement betreffend Schutz der Mitglieder bei ungerechtfertigter Nichtwiederwahl. Ganz besonders hebt er hervor, dass bei Selbstverschulden kein Vereinsschutz erfolge, dass die Intervention dem betreffenden Lehrer nicht aufgedrängt werde, und dass man immer suche, eine friedliche Aussöhnung herbeizuführen. Der Bernische Lehrerverein ist keine Organisation offizieller Natur, sondern ein privater Berufsverband. Sein Bestehen ruht auf *verfassungsmässiger Grundlage*, da gibt es nichts auszusetzen. Sein Zweck ist die Hebung des Lehrerstandes und die Förderung des Schulwesens. Diesen Zweck will er durch gesetzliche Mittel erreichen, unter anderem durch den Vereinsschutz. Die Zeiten sind vorbei, da der arme Schulmeister vor jedem Stirnrunzeln des Pfarrherrn oder irgend einer Dorfgrösse erschrak.⁷⁾ Person und Wirksamkeit des Lehrers werden ganz anders eingeschätzt, und dies ist nur zum Wohle der Schule. Der Redner weist hin auf die Erörterungen im Rate und im Volke bei Anlass der Beratung des Besoldungsgesetzes von 1909 und fährt dann fort: Doch auch da ist das goldene Zeitalter noch nicht angebrochen, und heute noch gibt es Missheiligkeiten zwischen Gemeinden und Lehrern. In den meisten Fällen, die uns beschäftigen, spielt nicht die *berufliche Tüchtigkeit*, sondern die *persönliche Missstimmung* die Hauptrolle. Und da ist nicht nur ein Teil der Schuldige. In den Fällen von Nichtwiederwahlen greift dann der Bernische Lehrerverein ein an Hand seiner Statuten- und Reglementsbestimmungen. Dies ist nun in der Tat die Einmischung eines Dritten in das Rechtsverhältnis zwischen Gemeinde und Lehrer. Es erhebt sich die Frage: Ist dies grundsätzlich zulässig? Die Frage des Boykotts hat uns schon wiederholt beschäftigt, und es hat sich eine feststehende Praxis herausgebildet. Das Bundesgericht hat den Boykott unter fol-

genden Voraussetzungen als zulässig erklärt: 1. Wenn er nicht gegen die Rechtsordnung und die gute Sitte verstösst. 2. Wenn nicht unerlaubte Mittel angewendet werden. 3. Wenn nicht der wirtschaftliche Ruin des Boykottierten angestrebt wird. *Die Frage des Boykotts des Bernischen Lehrervereins muss an Hand dieser Rechtsauffassung behandelt werden.* Dazu aber tritt dann noch ein weiterer Moment, das *öffentlich-rechtliche Interesse*, das allerdings schon unter Punkt 1 erwähnt ist. Es folgt daraus der allgemeine Grundsatz: Der Rechtsstandpunkt des Bernischen Lehrervereins ist nicht von vornherein unzulässig, ausschlaggebend ist die Art der Anwendung im einzelnen Falle.

Der Rat hat das Verfahren des Bernischen Lehrervereins gehört, ihn interessiert die Stellungnahme der Staatsbehörden. Da ist zu sagen: Nur die wenigsten Fälle von Interventionen des Bernischen Lehrervereins gelangen zur Kenntnis der Unterrichtsdirektion. Dies geschieht nur, wo drohende Konflikte nicht im Keime erstickt werden können und wo ihr Eingreifen notwendig wird, um die Stelle rechtzeitig besetzen zu können. Dieses letztere ist die Pflicht der Staatsbehörden. Die Meinung der Unterrichtsdirektion ist: Grundsätzlich muss die Verteidigung des angegriffenen Lehrers durch den Bernischen Lehrerverein anerkannt werden, sofern nicht unerlaubte Mittel zur Anwendung kommen. Es ist dies ein Ausfluss des Koalitionsrechtes. Man kann also der Entwicklung der Dinge, wie sie durch das Eingreifen der «Lehrergewerkschaft» erfolgt ist, grundsätzlich nicht entgegentreten. Die Schwierigkeiten beginnen erst bei der praktischen Durchführung der Bestimmungen des Bernischen Lehrervereins. Die Sperre ist ein gefährliches Mittel und nur im äussersten Notfalle anzuwenden. Das gebietet das Ansehen des Lehrerstandes und die Rücksichtnahme auf die öffentliche Meinung, der sich auch der Lehrerstand nicht entziehen kann. Hier ist also eine *natürliche Grenze*. Eine andere Schranke ist die *gesetzliche*, das Oberaufsichtsrecht der Staatsbehörden. Die Unterrichtsdirektion wird nicht mit verschränkten Armen zuschauen, wenn eine Sperre ungerechtfertigt verhängt wird, sondern sie wird einschreiten. Zunächst wird sie mit dem Bernischen Lehrerverein konferieren und dem Kantonalvorstand nahelegen, auf die Sperre zu verzichten und schon unternommene Schritte zurückzunehmen. Wenn es nicht *mit* dem Bernischen Lehrerverein geht, so *gegen* ihn, indem sie mit allen Mitteln dafür sorgt, dass die Stelle trotz Boykott besetzt wird. Diese Grenzen bieten Gewähr dafür, dass kein schweres Unrecht passiert. Der Redner hat schon in einem Falle mit dem Kantonalvorstande

gesprochen. Damals lag der Fehler beim Lehrer, aber auch die Schulkommission hatte sich höchst ungeschickt benommen. So liegen eben die meisten Fälle. Das Ergebnis der Besprechung war, dass keine Sperre eintrat. Die gegenwärtige Zusammensetzung des Kantonalvorstandes zeigt, dass keine Gefahr im Verzuge ist. Von der Einsicht der verantwortlichen Leiter des Bernischen Lehrervereins darf man erwarten, dass kein Missbrauch mit der Sperre getrieben wird.^{s)} Im Anfang mögen im Uebereifer da und dort Missgriffe vorgekommen sein, mag diese und jene Warnung zu rasch erlassen worden sein. Im Laufe der Zeit aber hat sich eine Praxis gebildet, und man hat aus begangenen Fehlern gelernt; Missbrauch wird nicht getrieben. Auf der andern Seite gibt es auch eine Menge von Ungerechtigkeiten und Rechtswidrigkeiten bei den Gemeinden. Die Gemeinden und die Gemeindebehörden sind nicht unfehlbar. Oder was soll man zu folgendem Fall sagen: Eine Gemeinde bestätigt mit offenem Handmehr eine Lehrkraft in ihrem Amte! Da kommt ein Bürger und verlangt einen zweiten, geheimen Wahlgang. Die Gemeinde geht darauf ein, und nun beschliesst die gleiche Gemeindeversammlung Ausschreibung der Stelle. Das ist schon grober Unfug! Der Herr Interpellant hat auch behauptet, der Bernische Lehrerverein messe nicht mit gleicher Elle, er bevorzuge die Lehrer einer politischen Richtung. *Das ist falsch.* Aus den Akten ergibt es sich, dass der Vereinsschutz den Lehrern aller politischen Richtungen in gleicher Weise zugute kommt. Das Verfahren des Bernischen Lehrervereins ist nicht populär und hat zu Gegenaktionen gerufen. Im alten Kantonsteil war seinerzeit von der Gründung eines Verbandes der Schulkommissionen die Rede. Im Jura ist ein solcher Verband geschaffen worden. (Wir werden noch darauf zu sprechen kommen. O. G.) Auch diese Gründung ist *privater Natur*, ist eine *Kampforganisation!* Hoffentlich tritt sie so wenig als möglich in Funktion. Der Kampf um Personenfragen tut unserer Schule nicht gut.

Der Herr Interpellant hat zwei ganz besondere Fälle herausgegriffen, Noirmont und Courchavon; aber gerade diese beiden Beispiele sind nicht glücklich gewählt. Die Tüchtigkeit und Eignung des Lehrers stand nicht in Frage, sondern im Vordergrund standen persönliche Missheiligkeiten. Auf der einen Seite stand der Lehrer mit seinen Anhängern, auf der andern der curé mit seiner Partei. Der Fall Rossé in Noirmont hat seine besondern Eigentümlichkeiten. Rossé ist ein tüchtiger Lehrer. Es ist zwar gestern etwas anderes behauptet worden. Demgegenüber steht der Bericht des Inspektors Poupon, der

Herrn Rossé als einen eifrigen, seiner Pflicht ergebenden Lehrer schildert. Auf dieses Gutachten muss sich die Unterrichtsdirektion stützen, und sie hat keinen Grund, an den Aussagen des Herrn Poupon zu zweifeln. Im Vordergrund steht die journalistische Tätigkeit des Herrn Rossé. Herr Rossé führt eine spitze Feder, der er keinen Zügel anlegt. Im allgemeinen gilt diés als ein Vorzug; es wurde aber eine Gefahr für den Lehrer, der auf exponiertem Posten stand. In Noirmont ist nicht alles gleicher Meinung; da braucht es nicht viel, so ist Feuer im Dach. Der Wahlverhandlung ging eine kolossale Agitation voraus, entgegen der Darstellung des Interpellanten. Eine Agitationsschrift warf Rossé vor, er verweigere die Kultussteuern, und behauptete, protestantische Gemeinden hätten seine Bewerbung um eine Stelle zurückgewiesen. Er sei also nicht Protestant und darum Atheist. Einem Atheisten aber dürften die Familienväter von Noirmont ihre Stimme nicht geben. Ein schwerer Vorwurf wurde gegen Rossé erhoben, indem man behauptete, er habe das Kruzifix hinter den Schrank gestellt. Wäre dem so, so verdiente er den schwersten Tadel. Der Beweis für die Anklage konnte jedoch nicht erbracht werden. Der Lehrer sollte immerhin über den nötigen Takt und über die nötige Zurückhaltung verfügen; das erfordert seine Stellung. Die Sprengung erfolgte mit 127 gegen 112 Stimmen, ein Beweis, dass der Lehrer nicht allen Boden in der Gemeinde verloren hatte. Nun begannen die Unterhandlungen, die aber erfolglos verliefen, worauf der Boykott in Funktion trat. Dieser hatte anfänglich Erfolg, dann aber meldete sich ein gewisser Voisard, der allerdings als Alkoholiker und *coureur aux femmes* geschildert wird. Die Schulkommission wählte ihn provisorisch und die Unterrichtsdirektion bestätigte ihn «*faute de mieux*». Im Falle Piquerez, Courchavon, war auch nicht die Tüchtigkeit als Lehrer, sondern persönliche Ranküne im Spiele. Der Pfarrer nahm es übel, dass ihm der Lehrer als Gemeinbeschreiber alle Jahre einen Steuerzettel ins Haus sandte. Das war übertriebene Empfindlichkeit! Ein gesegnetes Wirken des Lehrers war nicht mehr möglich; Herr Piquerez konnte noch ein halbes Jahr amtieren, dann zog er weiter. Der Vertreter der Regierung fasst zusammen: Gegenwärtig ist kein Anlass, Bedenken zu hegen; der Regierungsrat wird die Verhältnisse im Auge behalten und Auswüchsen entgegentreten. Besondere Massnahmen wird er keine ergreifen. Der Interpellant, Herr Boinay, erklärt sich **nicht** vollständig befriedigt. (Was auch gar nicht nötig ist. O. G.)

Anmerkungen.

¹⁾ Wir müssen immer und immer wieder betonen, dass der B. L. V. nicht eingreift, wenn ein Selbstverschulden des Lehrers vorliegt. Herr Regierungsrat Lohner hat dies in seiner Antwort anerkannt. Wir können es aber auch statistisch beweisen (siehe Nr. 6 des Korrespondenzblattes, laufender Jahrgang, pag. 90). Es ist also eine Verschiebung der Tatsachen, wenn Herr Boinay behauptet, wir griffen gerade dann ein, wenn ein Lehrer durch seine Nachlässigkeit eine Nichtwiederwahl bewirkt habe.

²⁾ Herr Boinay spricht uns das Recht ab, eine Untersuchung zu führen. Das ist geradezu lächerlich, denn worin besteht diese Untersuchung? Wir beauftragen unsern Sektionsvorstand, uns sein Gutachten über den «Fall» zu geben. Die Mitglieder dieses Vorstandes kennen die nähern Umstände auf Grund persönlicher Bekanntschaft mit dem Lehrer, den Behörden und den Bürgern der betreffenden Ortschaft. Herr Boinay wird uns doch nicht verbieten wollen, unsere Vereinsmitglieder um Auskunft zu ersuchen! — Dann bitten wir in einem höflichen Schreiben den Schulinspektor um seine Meinungsäußerung, und zuletzt fragen wir die Schulkommission ebenso höflich an, ob sie bereit wäre, den Fall mit uns zu besprechen. Das alles sind doch gewiss erlaubte Dinge, gegen die nicht protestiert werden kann.

³⁾ Herr Boinay zieht die Reklamation des verstorbenen Grossrats Mosimann von Rüscheegg anlässlich der Beratung des Berichtes über die Staatsverwaltung am 22. November 1898 wieder ans Tageslicht. Er verschweigt aber, dass der K. V. des B. L. V. in einer Eingabe an den Grossen Rat die von Mosimann kritisierten Dinge richtig stellte. Wir entnehmen dieser Eingabe folgendes:

a. Der B. L. V. hatte über die Gemeinde Latterbach nie den Boykott verhängt, und zwar aus dem einfachen Grunde, weil der gesprengte Lehrer dem Verein nicht angehörte.

b. Im zweiten Falle wurde der betreffende Lehrer durch eine Dorfintrige in schwachbesuchter Gemeindeversammlung mit 11 gegen 9 Stimmen in seinem Amte nicht bestätigt. Auf Vermittlung des Zentralkomitees hin wurde er in der zweiten Gemeindeversammlung mit 39 von 49 gültigen Stimmen wiedergewählt, und zwar ohne jede Bedingung, hatte doch die Schulkommission darauf verzichtet, einen Antrag zu stellen. An einem Examen, kurz nach der Wahlverhandlung, äusserte sich der offizielle Sprecher der dem Lehrer eher feindlich gesinnten Schulkommission vor Behörden und Eltern folgendermassen: «Wir hoffen, dass Herr X. noch viele Jahre an unserer Schule wirken möge.» Das

Remarques.

¹⁾ Il importe que nous ne cessions de répéter que le B. L. V. ne se mêle pas des cas où la culpabilité du maître est avérée; M. Lohner, directeur de l'Instruction publique, en a témoigné dans sa réponse. Mais nous pouvons aussi le prouver par la statistique (voir n° 6 du Bulletin de l'année courante, page 90). M. Boinay altère donc les faits quand il prétend que nous intervenons précisément quand un instituteur a provoqué, par sa négligence, une non-réélection.

²⁾ M. Boinay nous conteste le droit de procéder à une enquête. C'est là chose tout à fait risible, car en quoi consiste cette enquête? Nous chargeons notre comité de section de nous donner son préavis sur le cas. Les membres de ce comité connaissent en détail les circonstances qui ont engendré le cas, vu qu'ils sont en rapport direct avec le maître, les autorités et les habitants de la localité en question. M. Boinay ne veut pourtant pas nous empêcher de nous informer auprès de nos membres! Nous demandons ensuite à l'inspecteur scolaire de vouloir bien nous donner son appréciation, et enfin nous adressons également une lettre courtoise à la commission d'école, en la priant de discuter l'affaire avec nous, si elle n'y voit pas d'inconvénient. Ne sont-ce pas là autant de choses permises, contre lesquelles on ne saurait protester?

³⁾ M. Boinay met de nouveau en lumière la réclamation de feu le député Mosimann, de Rüscheegg, faite à l'occasion de la délibération sur le rapport relatif à l'administration de l'Etat, du 22 novembre 1898. Mais il passe sous silence la pétition que le C. C. du B. L. V. adressa au Grand Conseil et par laquelle furent rectifiés les points critiqués par M. Mosimann. Nous extrayons les lignes suivantes de ladite pétition:

a. Le B. L. V. n'avait jamais boycotté la commune de Latterbach, pour la simple raison que l'instituteur lésé ne se rattachait pas à notre Société.

b. Dans le deuxième cas, l'instituteur en question fut mis en échec, ensuite d'une intrigue de village, à l'assemblée communale peu fréquentée qui, par 11 voix contre 9, ne le confirma pas dans ses fonctions. Grâce à l'intervention du C. C., l'instituteur fut réélu dans un nouveau tour de scrutin par 39 voix sur 49 suffrages, et cela sans condition aucune, la commission d'école ayant renoncé à toute proposition à ce sujet. A un examen, peu après la votation, l'orateur officiel de la commission d'école, qui avait été auparavant l'ennemie déclarée de l'instituteur, s'exprima comme suit, en présence des autorités et des parents: «Nous

alles hätte Herr Boinay wissen können; dass er es verschwieg, zeugt nicht von ritterlicher Kampfweise.

4) Der Fall Rossé in Noirmont ist von Herrn Boinay ganz einseitig dargestellt worden. Herr Regierungsrat Lohner hat den Interpellanten in ganz unzweideutiger Weise korrigiert, was aber Herrn Boinay nicht hinderte, seine Darstellung im «Pays» ohne jede Berichtigung zu wiederholen. Daraufhin hat Herr Rossé selbst zur Feder gegriffen und im «Journal du Jura» an Hand amtlicher Atteste dargetan, dass in Sachen der Schulführung und seines moralischen Verhaltens kein Vorwurf gemacht werden könne. Der Sekretär des B. L. V. hat diese Zeugnisse eingesehen, ebenso zwei Petitionen von Familienvätern, die sich für die Wiederwahl des Herrn Rossé aussprachen. Klipp und klar weist Herr Rossé nach, dass politische Dinge der Sprengung zu Grunde lagen, eine Tatsache, die übrigens schon durch die Untersuchung der Unterrichtsdirektion und des B. L. V. erhärtet war. Merkwürdig ist es, dass im Frühling 1914 in Noirmont kein Mensch etwas sagte von nachlässiger Schulführung etc., sondern dass diese Anklagen erst im Herbst kamen, als der Boykott seine unangenehmen Wirkungen auszuüben begann.

5) Im Falle *Courchavon* hat uns Herr Boinay vorgeworfen, wir hätten der Gemeinde einen unqualifizierbaren Brief geschrieben, in dem wir ihr mit dem Zivilrichter drohten, wenn der Lehrer nicht wiedergewählt würde. Die Sache verhält sich so: Die Amtsdauer des Lehrers war am 31. Oktober 1909 abgelaufen; laut § 34 des Schulgesetzes hätte die Gemeindeversammlung spätestens am 31. Juli über Ausschreibung oder Nichtausschreibung der Stelle entscheiden müssen. Die Gemeindeversammlung trat aber erst am 3. Oktober, also volle 2 Monate zu spät, zusammen. Während dieser Zeit blieb der Lehrer im Unwissen und konnte sich nirgends melden. Die Gemeinde hatte sich zum Schaden des Lehrers einer Gesetzesverletzung schuldig gemacht, und für diesen Schaden verlangte der B. L. V. Entschädigung.

6) Herr Boinay wirft dem B. L. V. *Parteilichkeit* vor. Er stützt seine Behauptung auf folgenden Fall: In der Gemeinde F. amtierte ein der Partei des Herrn Boinay angehöriger Lehrer. Er war alt, vermöglich, litt aber an einem Gehörleiden, weshalb ihn die Gemeinde sprengen wollte. Der B. L. V. intervenierte und verschaffte dem Lehrer eine Frist von einem Jahre, um seinen Rücktritt in aller Ruhe bewerkstelligen zu können. Das Abkommen darf in Anbetracht der gesundheitlichen wie der finanziellen Verhältnisse des Lehrers, sowie des Umstandes, dass dieser Mitglied der

espérons que M. X. sera encore de nombreuses années en activité à notre école.» M. Boinay aurait pu savoir tout cela; il a préféré l'ignorer, ce qui n'est pas à l'honneur de sa manière d'agir.

4) Le cas Rossé du Noirmont a été exposé par M. Boinay d'une façon tout à fait partielle. M. Lohner, conseiller d'Etat, a corrigé les paroles de l'interpellateur de façon non équivoque, ce qui n'a pas empêché M. Boinay de répéter son plaidoyer dans le «Pays» dans les mêmes termes, sans aucune rectification. Là-dessus, M. Rossé a lui-même repris la plume pour se défendre par l'organe du «Journal du Jura» et à l'appui de pièces justificatives officielles, des accusations qui lui étaient imputées au sujet de sa moralité et de la conduite de sa classe. Il en ressort qu'aucun blâme ne peut être adressé à M. Rossé à cet égard. Le secrétaire du B. L. V. a pris connaissance de ces témoignages, ainsi que des deux pétitions des pères de famille qui s'étaient prononcés pour la réélection de M. Rossé. Celui-ci démontre clairement que ce sont des motifs politiques qui ont été à la base de sa révocation, fait qui a d'ailleurs été souligné déjà par le résultat des démarches faites par la direction de l'Instruction publique et le B. L. V. Il est étonnant qu'au Noirmont personne n'ait rien dit au printemps 1914 au sujet de la mauvaise tenue de la classe et que les plaintes ne soient parvenues qu'en automne, au moment où le boycottage commençait à faire ressentir ses effets.

5) Dans le cas de *Courchavon*, M. Boinay nous a reproché d'avoir écrit une lettre inqualifiable à la commune que nous aurions menacée de procédure civile si l'instituteur n'était pas réélu. Il n'en est rien: Les fonctions du maître expiraient le 31 octobre 1909; à teneur de l'article 34 des lois scolaires, la commune aurait dû décider au plus tard le 31 juillet si, oui ou non, elle allait prononcer la mise au concours de la place. Mais l'assemblée communale ne se réunit que le 3 octobre, donc deux mois trop tard. Pendant ce temps, le maître fut laissé dans l'incertitude et ne put poser sa candidature nulle part. La commune ayant transgressé la loi au détriment du maître d'école, le B. L. V. exigea un dédommagement en faveur de l'instituteur lésé.

6) M. Boinay accuse le B. L. V. de *partialité*. Il appuie son dire sur le cas suivant: Un instituteur, appartenant au parti de M. Boinay, était en fonctions dans la commune de F. Il était vieux, fortuné, mais souffrait de surdité, raison pour laquelle la commune voulut le révoquer de ses fonctions. Le B. L. V. intervint et procura un délai d'un an à l'instituteur pour qu'il puisse opérer sa retraite en toute tranquillité. Le com-

Lehrerversicherungskasse war, als durchaus loyal bezeichnet werden. Nach einem Jahre jedoch wollte der Lehrer das Abkommen nicht einhalten und seine Demission nicht eingeben. Der B. L. V. machte ihn auf sein Versprechen aufmerksam, und das nennt Herr Boinay Parteilichkeit.

Herr Regierungsrat Lohner hat in seiner Antwort die Interpellation arg zerzaust und unbarmherzig den wahren Grund derselben dargelegt. In ganz moderner Weise hat er sich über unser Koalitionsrecht ausgesprochen. Wir haben uns in seinem Votum ebenfalls einige Stellen angemerkt, auf die wir hier kurz eintreten wollen.

7) Die Person und Wirksamkeit des Lehrers sind anders geworden! Jawohl, hier ist ein wesentlicher Fortschritt erzielt worden. Viel trugen dazu bei die bessere Bezahlung der Arbeit des Lehrers, die Reform der Schulaufsicht etc. Einen nicht geringen Anteil am Erfolge aber trägt unzweifelhaft die konsequente Arbeit des B. L. V. an der Hebung der sozialen und ökonomischen Stellung des Lehrerstandes. Und da ist es gerade unsere Interventionspolitik, die viel getan hat. Sie gab dem Lehrer einen starken Rückhalt und nötigte die Gemeinden, den Lehrerwahlen und Wiederwahlen vermehrte Beachtung zu schenken. Eine Lehrerwahl in den Gemeinden ist keine quantité négligeable mehr, sondern eine Angelegenheit, der man die grösste Bedeutung beimisst. Dass dies der Schule nur zum Vorteil gereichen kann, liegt auf der Hand.

8) Es ist für uns von grösster Wichtigkeit, dass vom Regierungsratsstische aus das grundsätzliche Recht des B. L. V. zur Verhängung des Boykotts anerkannt wurde. Dass es Grenzen gibt, an denen auch wir Halt machen müssen, wissen wir aus langer Erfahrung. Die öffentliche Meinung darf uns nicht gleichgültig sein, obschon auch sie sich irren kann. Eines aber werden sich alle die merken müssen, die je berufen sein werden, über die Verhängung eines Boykotts ihr Urteil abzugeben: Nur gestützt auf peinlich genaue Untersuchung darf ein Boykott verhängt werden, denn er ist immerhin eine zweischneidige Waffe, die, unvorsichtig geführt, dem Verein eher Schaden als Nutzen stiften kann.

Damit schliessen wir die Betrachtung über die Interpellation Boinay. Im grossen und ganzen dürfen wir mit dem Ausgang zufrieden sein. Trefflich hat Herr Seminarlehrer Geissbühler im Evangelischen Schulblatt die Situation bezeichnet, indem er schreibt:

«..... Der Unterrichtsdirektor hat darum auch in seiner Beantwortung der Interpellation Boinay dem Lehrerverein Recht gegeben, im Hinblick auf die massvolle und wohlüberlegte Praxis in der Ausübung seines Schutzes durch Sprengung

promis peut être considéré comme absolument loyal en raison des circonstances de santé et des conditions économiques du maître qui, de plus, se rattachait à la caisse d'assurance des instituteurs. Un an plus tard, l'instituteur ne voulut point tenir parole et refusa d'envoyer sa démission. Le B. L. V. le rendit attentif à sa promesse, et c'est là ce que M. Boinay appelle de la partialité.

Dans sa réponse, M. Lohner, conseiller d'Etat, a vivement attaqué l'interpellation et en a montré impitoyablement le vrai mobile. Il s'est exprimé d'une façon tout à fait moderne sur notre droit d'intervention. Nous avons pris note de quelques-unes des remarques faites par l'orateur et en donnons ici un bref aperçu.

7) La personnalité et l'activité du maître d'école ont évolué. Et à cet égard, il y a réel progrès. Les traitements qui répondent mieux au travail de l'instituteur, la réforme de la surveillance de l'école, etc., y contribuèrent pour une bonne part. Par son travail conséquent, qui tend à relever la position économique et sociale du corps enseignant, le B. L. V. peut également revendiquer sa part de succès. Notre politique d'intervention a tout particulièrement contribué à ce résultat. Elle a été pour l'instituteur un appui sûr et pour les communes un avertissement, afin qu'elles attachassent plus d'importance aux nominations et réélections d'instituteurs. La nomination d'un instituteur n'est plus considérée dans les communes comme quantité négligeable; au contraire, on en comprend maintenant la juste valeur, et cela pour le plus grand bien de l'école.

8) Il est de la plus haute importance que le gouvernement reconnaisse au B. L. V. le droit fondamental de recourir au boycottage. Nous savons par expérience qu'il y a des limites que nous ne devons pas outrepasser. Bien qu'elle puisse s'égarer, l'opinion publique ne doit pas nous être indifférente. Il est une chose dont tous ceux qui auront un jour à se prononcer sur la mise en interdit doivent prendre bonne note, à savoir: Etant une épée à deux tranchants, le boycottage ne doit être appliqué qu'après un examen scrupuleusement exact, car, employé imprudemment, il peut porter préjudice à notre Société.

C'est sur cette considération que nous voulons clore nos remarques relatives à l'interpellation Boinay. D'une manière générale, nous pouvons être satisfaits de l'issue de cette affaire. Avec beaucoup d'à-propos, M. Geissbühler, professeur au séminaire de Muristalden, dépeint dans la « Feuille pédagogique évangélique » la situation comme suit:

bedrohter Lehrer. Der Interpellant erklärte sich zwar nicht völlig befriedigt; aber die Sache ist erledigt. Der Lehrerverein wird ferner vorsichtig seines Amtes walten. Ueber den Gemeinden, die Wiederwahlen von Lehrern missbrauchen sollten zu gemeinen Racheakten, bleibt das Damoklesschwert des Boykottes hängen. Wenn sich nun noch jeder Lehrer bemüht, sein Amt einwandfrei zu führen und in seinem Wandel den Takt zu beobachten, der einem Lehrer als gebildetem Manne eigen sein soll, kann er mit geradem Rücken und erhobenen Hauptes der periodischen Wiederwahl entgegensehen.»

Vereinigung der Schulkommissionen des Jura.

Herr Grossrat Boinay hat in seiner Interpellation viel von der Freiheit der Gemeinden gesprochen und verlangt, dass die Regierung diese durch ganz besondere Massnahmen schütze. Nun führt uns der Zufall einen Statutenentwurf über eine Vereinigung jurassischer Schulkommissionen aufs Pult. Wir können nicht umhin, dieses interessante Aktenstück zu publizieren, damit unsere Mitglieder sehen, wie man das Wort Freiheit bei den Herren Daucourt und Boinay versteht.

Art. 1. Die Schulkommissionen des katholischen Jura treten zu einer Vereinigung zusammen, die bezweckt:

- a. Verteidigung der Rechte und Freiheiten, die das Gesetz den Gemeinden zusichert.
- b. Beschützung der Lehrer, die ihren Pflichten wahrhaft treu sind.
- c. Unterstützung der Interessen der Jugend und der Begehren der christlichen Familienväter in Schulsachen.

Art. 2. Die Vereinigung trägt den Titel: «Vereinigung der jurassischen Schulkommissionen». Sie hat ihren Sitz in Pruntrut, wo die Hauptversammlungen abgehalten werden.

Art. 3. Jede Schulkommission einer katholischen Kirchgemeinde kann Mitglied der Vereinigung werden. Die Anmeldung geschieht schriftlich beim Zentralkomitee durch den Präsidenten oder an seinem Platze durch ein hierzu berechtigtes Mitglied.

«..... C'est pourquoi, dans sa réponse à l'interpellation Boinay, la Direction de l'Instruction publique a donné raison à la Société des Instituteurs bernois, sachant bien que celle-ci n'use du boycottage que d'une manière pondérée et réfléchie pour protéger les maîtres lésés. L'interpellateur ne s'est pas déclaré entièrement satisfait, mais qu'importe, la question est maintenant liquidée. Comme par le passé, le B. L. V. continuera à exercer ses fonctions avec précaution. L'épée de Damoclès du boycottage reste donc suspendue au-dessus des communes qui, par esprit de vengeance, pourraient abuser des réélections d'instituteurs. Si chaque instituteur s'efforce de remplir ses fonctions de façon irrécusable et observe dans sa conduite le tact qui doit être la qualité maîtresse de l'homme cultivé, il pourra affronter sans crainte le renouvellement périodique des réélections.»

Association des commissions d'écoles jurassiennes.

M. Boinay, député au Grand Conseil, a beaucoup parlé, dans son interpellation, de la liberté des communes et a demandé que le gouvernement la protège par des mesures toutes spéciales. Et, chose singulière, il nous arrive un projet statutaire concernant une association des commissions d'écoles jurassiennes. Il est de notre devoir de publier cet intéressant projet pour éclairer les membres de notre Société sur ce que Messieurs Daucourt et Boinay entendent par ce mot liberté.

Article 1^{er}. Il est fondé, entre les commissions d'écoles du Jura catholique, une association destinée à défendre les droits et les libertés que la loi assure aux communes, à protéger les instituteurs réellement fidèles à leurs devoirs, et à soutenir, avec les intérêts de la jeunesse, les revendications des pères de familles chrétiens en matière scolaire.

Art. 2. La société porte le titre d'Association des commissions d'écoles jurassiennes. Elle a son siège à Porrentruy où se tiennent les assemblées générales.

Art. 3. Chaque commission d'école d'une paroisse catholique peut faire partie de l'Association, si elle en fait la demande écrite au Comité central par l'organe de son président ou, à son défaut, d'un membre autorisé.

Art. 4. La société nomme à sa tête un Comité central composé de sept membres qui devront habiter: deux le district de Delémont, deux le

Art. 4. An der Spitze der Vereinigung steht ein Zentralkomitee, bestehend aus 7 Mitgliedern, die sich verteilen wie folgt: Amtsbezirk Delsberg 2, Amtsbezirk Freibergen 2 und Amtsbezirk Pruntrut 3.

Der katholische Teil des Amtsbezirks Münster wird dem Amtsbezirk Delsberg angeschlossen.

Art. 5. Das Zentralkomitee konstituiert sich selbst; zwei Juristen müssen ihm angehören. Es hat das Recht, wenn nötig, Mitglieder der Amtsbezirke, aus denen Fragen zur Verhandlung vorliegen, zu seinen Sitzungen mit beratender Stimme beizuziehen. Ebenso können zu den Sitzungen Personen berufen werden, die nicht Mitglieder der Schulkommissionen sind, die aber durch ihre Stellung und durch ihre Ratschläge der Vereinigung nützen können.

Art. 6. Neben dem Zentralkomitee besteht in jedem Amtsbezirk ein Bezirkskomitee. Dieses wird auf gleiche Weise gewählt wie das Zentralkomitee; es besteht aus 5 Mitgliedern, von denen eines Jurist sein muss. Alle müssen im Amtsbezirk, den sie vertreten, wohnen. Die Bezirkskomitees werden, wie das Zentralkomitee, alle zwei Jahre neu gewählt.

Art. 7. Der Präsident des Zentralkomitees steht der Vereinigung vor. Er beruft die Hauptversammlung wenigstens einmal im Jahre. Er legt Rechenschaft über die durch das Zentralkomitee erledigten Geschäfte, sowie über die noch schwebenden Fragen ab.

Der Präsident leitet die Verhandlungen des Zentralkomitees. Er beruft dieses, so oft es die Geschäfte erfordern, wenigstens aber zweimal im Jahre. Auf das schriftlich eingereichte Begehren von 5 Schulkommissionen muss das Zentralkomitee zusammenberufen werden.

Art. 8. Wird eine Gemeinde durch den Boykott betroffen, so soll das Bezirkskomitee sofort das Zentralkomitee benachrichtigen, dann aber selbst mit Raschheit vorgehen. Es soll alle Massregeln ergreifen, um über die Ursachen des Konfliktes und über die durch denselben eintretende Verantwortlichkeiten Erkundigungen einzuziehen. Es soll mit Vorsicht, Entschlossenheit und gewissenhafter Unparteilichkeit handeln.

Auf das Verlangen der Schulkommission oder des Bezirkskomitees kann das Zentralkomitee als Vermittler zwischen der Schulkommission und dem Bernischen Lehrerverein dienen.

Art. 9. Jede Schulkommission soll ohne Verzug das Bezirkskomitee in Kenntnis setzen, wenn ein Schulkonflikt droht, der für die Interessen der Schule und der Familienväter unangenehme

district des Franches-Montagnes et trois le district de Porrentruy.

La partie catholique du district de Moutier est rattachée au district de Delémont.

Art. 5. Le Comité central se constitue lui-même; deux hommes de loi doivent en faire partie. Il a la faculté d'appeler en consultation, chaque fois qu'il le juge nécessaire, des sociétaires appartenant au district dont les questions à traiter sont à l'ordre du jour et même des personnes qui, n'étant pas membres d'une commission d'école, peuvent, par leur situation et leurs conseils, être utiles à la société.

Art. 6. Outre le Comité central, il est constitué pour chaque district un comité spécial. Ce comité de district est nommé de la même manière que le Comité central, et il se compose de cinq membres dont un homme de loi; tous doivent habiter le district. Les comités de district se renouvellent en même temps que le Comité central, tous les deux ans.

Art. 7. Le président du Comité central préside l'Association. Il la convoque au moins une fois par année en assemblée générale. Il lui fait rapport sur les questions traitées par le comité et sur celles qui sont encore à régler.

Il dirige les délibérations du comité qu'il convoque aussi souvent que les besoins l'exigent, en tous cas deux fois par année. A la demande écrite de cinq commissions d'écoles, le Comité central doit être réuni.

Art. 8. Dans un conflit concernant le boycottage d'une commune, le comité de district, après avoir prévenu aussitôt le Comité central, agira avec célérité; il prendra tous les moyens de s'éclairer sur les causes du différend et sur les responsabilités encourues, et il agira avec prudence et fermeté, ainsi qu'avec une scrupuleuse impartialité.

A la demande d'une commission d'école ou du comité de district, le Comité central pourra servir d'intermédiaire entre elle et la Société des Instituteurs bernois.

Art. 9. Une commission doit prévenir, sans retard, le comité de district de tout conflit scolaire qui menace d'avoir des suites fâcheuses pour les intérêts de l'école ou pour ceux des pères de familles dans une localité. Elle n'attendra pas, pour le faire, que les difficultés se soient aggravées.

La commission est tenue de suivre les avis du comité, qui devra préalablement étudier à fond les circonstances de l'affaire.

Art. 10. Les communes, dont pour une raison quelconque les commissions d'écoles ne sont pas

Folgen haben könnte. Sie soll damit nicht zuwarten, bis die Schwierigkeiten sich vertieft haben.

Die Schulkommission ist gehalten, die Ratschläge des Komitees zu befolgen. Dieses hat vor Abgabe einer Meinung die Umstände des Konfliktes von Grund auf zu studieren.

Art. 10. Gemeinden, in denen aus irgend einem Grunde die Schulkommission nicht Mitglied der Vereinigung ist, können darin durch 3—5 schulfreundliche Bürger vertreten werden. Diese werden durch das Zentralkomitee aus den Bürgern der betreffenden Gemeinde, mit Vorliebe aus der Zahl der katholischen Mitglieder der Schulkommission ernannt. Sobald sie die Wahl annehmen, geniessen sie in der Vereinigung die gleichen Rechte wie eine Schulkommission.

Art. 11. Das Zentralkomitee und die Bezirkskomitees werden von der Hauptversammlung mit relativem Mehr gewählt; wenn 5 Mitglieder es verlangen, soll der Präsident geheime Stimmabgabe anordnen.

Jede Schulkommission hat das Recht auf eine Stimme in der Hauptversammlung.

Jedes Bezirkskomitee ernennt einen Präsidenten, einen Vizepräsidenten und einen Sekretär.

Art. 12. Das Zentralkomitee soll den Schulkommissionen, die einen Lehrer suchen, behilflich sein. Zu diesem Zwecke soll es eine Liste zur Verfügung stehender Lehrkräfte anlegen. Ebenso soll es Buch führen über offene Lehrstellen an den Primarschulen des katholischen Jura.

Aufgestellt und angenommen von der Versammlung der Schulkommissionen des Amtes Pruntrut in Pruntrut, am 17. Mai 1915.

Der Sekretär:

Ch. Lachat, Notar.

Der Präsident:

E. Daucourt,

Präsident der katholischen Gesellschaft für Erziehung und Unterricht.

Was ist nun seit dem 17. Mai 1915 alles gegangen? Am 20. Mai reichte Herr Boinay seine Interpellation ein, so dass die Vermutung nahe liegt, diese sei auf der Pruntruterversammlung ausgeheckt worden. Im Laufe des Monats November erschien im «Pays» die erste Mitteilung über die neue Vereinigung, die aber gerade die entscheidendsten Stellen nicht enthielt. Zu gleicher Zeit tagten die Schulkommissionen der Amtsbezirke Freibergen und Delsberg und gaben ihre Zustimmung zu dem Pruntruterbeschlusse. Damit ist die Organisation fertig, und wir haben mit ihr zu rechnen.

membres de l'Association, y seront remplacées par trois à cinq citoyens dévoués à la cause de l'école que désignera le comité dans ces communes; ces personnes, qui seront choisies de préférence parmi les membres catholiques de la commission d'école municipale, si elles acceptent ce mandat, jouiront dans l'Association des mêmes droits qu'une commission d'école.

Art. 11. Le Comité central est élu, comme les comités de district, par l'assemblée générale à la majorité relative des voix. Si cinq membres demandent le bulletin secret, il sera accordé par le président.

Chaque commission d'école a droit à une voix dans l'assemblée.

Chaque comité nomme un président, un vice-président et un secrétaire.

Art. 12. Le Comité central doit prêter son concours aux communes qui seraient à la recherche d'un instituteur. Il tiendra, à cet effet, un état des régentes et régents disponibles, comme aussi un état des places vacantes dans les écoles primaires du Jura catholique.

Fait et voté à Porrentruy, dans l'assemblée des commissions d'écoles du district, le 17 mai 1915.

Le secrétaire,

Ch. Lachat, notaire.

Le président,

E. Daucourt,

président de la Société catholique d'éducation et d'enseignement.

Que s'est-il donc passé depuis le 17 mai 1915? Le 20 mai, M. Boinay faisait parvenir à qui de droit son interpellation, ce qui nous incite à croire qu'elle a été manigancée à l'assemblée de Porrentruy. C'est dans le courant du mois de novembre que le «Pays», pour la première fois, parla de cette association, omettant adroitement les points principaux. A la même époque, les commissions d'écoles des districts des Franches-Montagnes et de Delémont étaient réunies en séance et approuvaient la décision de Porrentruy. C'est une association organisée maintenant, il faut compter avec elle.

Bei der Lektüre der Statuten fällt zunächst die Bestimmung auf, dass im Falle von Konflikten zwischen Gemeinden und Lehrerverein das Zentralkomitee als Vermittler angerufen werden könne. Das ist wenigstens eine glatte Anerkennung unserer Organisation und ihrer Statuten. Damit man aber auf Seiten der Schulkommissionen auf alle Fälle gut gerüstet sei, müssen dem Zentralkomitee zwei, den Bezirkskomitees je ein Jurist angehören. So werden wir in zukünftigen Konfliktfällen im Nordjura sehr interessanten Verhandlungen entgegengehen. Als Vermittler aber können wir das Zentralkomitee der Vereinigung der Schulkommissionen nicht ansehen, denn es ist selbst Partei. Wir hätten also folgende Lage: Der Lehrer ist vertreten durch die Organe des B. L. V., die Gemeinde durch das Zentralkomitee, und diese beiden Parteien verhandeln auf dem Fusse der Gleichberechtigung.

Herr Dr. Boinay warf uns vor, wir beeinträchtigten das freie Wahlrecht der Gemeinden. Die Statuten der Vereinigung gehen jedoch viel weiter als der B. L. V., sie stellen die Gemeinden geradezu unter die Vormundschaft des Pruntruter Zentralkomitees (siehe Art. 9, Alinea 2). Wenn sich die Gemeinden dies gefallen lassen wollen, so ist das ihre Sache, aber mit ihrer vielgerühmten Autonomie ist es dann nicht mehr weit her. — Interessant ist auch der Art. 10, nach dem einige ganz besonders genehme Bürger eine Schulkommission vertreten können. Es ist ja auch im Nordjura möglich, dass es unabhängige Behörden gibt, die das Joch der Herren Daucourt und Boinay nicht tragen wollen und die sich weigern, der Vereinigung beizutreten. Für sie können 3 bis 5 katholische, der Schule ergebene Männer in die Lücke springen, und diese geniessen dann das gleiche Recht wie die Schulkommissionen. Diese Bestimmung zeigt klar und offen den politischen Charakter der Organisation.

Das Zentralkomitee soll den Gemeinden, die einen Lehrer suchen, behilflich sein und zu diesem Zwecke eine Liste zur Verfügung stehender Lehrkräfte führen. Also eine regelrechte Boykottbrecherliste, vielleicht mit Herrn Paul Voisard an der Spitze! Woher alle diese Leute stammen, kann jeder, der die Verhältnisse kennt, leicht erraten. Uns aber wird das Zentralkomitee gewiss erlauben, die Ausweise der betreffenden Lehrkräfte von Fall zu Fall genau unter die Lupe zu nehmen und, sollten sie den bernischen Vorschriften nicht entsprechen, dies an kompetenter Stelle zu melden.

Die Vereinigung der jurassischen Schulkommissionen ist, wie Herr Regierungsrat Lohner gesagt hat, eine private Kampforganisation. Das ist ohne Zweifel richtig, und wir werden sie als

A la lecture des statuts, une clause nous frappe tout d'abord, c'est qu'en cas de conflit entre les communes et la Société des Instituteurs bernois, le Comité central pourra servir d'intermédiaire. C'est à tout le moins reconnaître notre organisation et ses statuts. Mais pour parer à tout danger au sein des commissions scolaires, le Comité central s'adjoindra deux juristes, et les comités de district s'en adjoindront chacun un. Nous allons avoir, dans le nord du Jura, de très intéressantes délibérations dans les conflits qui ne manqueront pas de s'élever. Mais il nous est impossible d'envisager le Comité central de l'Association des commissions d'écoles comme intermédiaire, étant lui-même partie. Désormais, la situation se présenterait ainsi: le maître est représenté par les organes du B. L. V., la commune par le Comité central, les deux parties traitant sur le pied d'égalité.

M. le Dr Boinay nous a reproché d'attenter à la liberté électorale des communes. Mais les statuts de cette association dépassent de beaucoup ceux du B. L. V., puisqu'ils mettent les communes directement sous la tutelle du Comité central de Porrentruy (voir art. 9, alinéa 2). Si les communes n'y voient pas d'inconvénients, c'est leur affaire, mais il en est fait alors de l'autonomie qui leur tient tant à cœur. — Très intéressant aussi l'article 10, en vertu duquel quelques citoyens dévoués à la cause de l'école peuvent remplacer une commission scolaire. Même dans le nord du Jura, il peut se trouver des autorités indépendantes qui, pour ne pas se plier sous le joug des Messieurs Daucourt et Boinay, refuseront d'entrer dans l'Association. Pour les remplacer, de trois à cinq catholiques, tout dévoués à la cause de l'école, sauteront dans la brèche et jouiront ainsi du même droit que les commissions d'écoles. Cette clause montre clairement et ouvertement le caractère politique de cette association.

Le Comité central doit prêter son concours aux communes qui seraient à la recherche d'un instituteur et tenir, à cet effet, un état des régents et régentes disponibles. En d'autres termes, il doit dresser une liste de ceux qui sont prêts à faire fi du boycottage, et en tête de liste peut-être M. Paul Voisard! Quiconque est au courant de ce qui se passe, devine aisément d'où tout ce monde peut sortir. Aussi le Comité central voudra-t-il bien nous permettre de regarder à la loupe les certificats desdits instituteurs et institutrices chaque fois que l'occasion se présentera, et, dussent ces certificats ne pas correspondre aux prescriptions bernoises, de le faire savoir aussitôt à qui de droit.

L'Association des commissions d'écoles jurassiennes est, comme l'a dit M. Lohner, conseiller d'Etat, une association de combat. C'est juste,

solche anerkennen müssen, so gut wie sie uns anerkennt. Nun aber verursacht jede Organisation Kosten. Wer soll die der Vereinigung tragen? Etwa die Gemeinden? Dagegen müssten die Lehrer als Gemeindebürger protestieren, denn es geht nicht an, aus öffentlichen Mitteln eine private Kampforganisation zu unterstützen. Da heisst es also aufpassen und wieder in jedem gegebenen konkreten Falle Einsprache erheben.

Zur Frage der Alterszulagen.

Der Grosse Rat des Kantons Bern hat in seiner Novembersession das Budget pro 1916 aufgestellt. Die Budgetdebatte nahm sonst oft mehrere Sitzungen in Anspruch, denn die Herren Grossräte brachten, um ihren Wählern zu gefallen, stets ein gutes Schock Wünsche mit. Diese verstummten dieses Jahr angesichts eines Budgetdefizites von circa 6 Millionen Franken. Glücklicherweise hat dieses Defizit den Grossen Rat nicht gehindert, eine Massnahme der Billigkeit und Gerechtigkeit zu treffen: wir meinen den Beschluss betreffend die Wiederausrichtung der Alterszulagen vom 1. Januar 1916 hinweg. Mit diesem Beschlusse ist eine Forderung des gesamten Personals der Staatsverwaltung erfüllt. Die Angelegenheit hatte anfänglich nicht viel Aussicht auf eine günstige Lösung, denn noch im Monat Juli beschloss die Regierung, an dem Sistierungsbeschlusse auch für 1916 festzuhalten. Trotzdem reichten die beteiligten Verbände — Verein bernischer Festbesoldeter, Verein bernischer Bezirksbeamter, Verband der Beamten und Angestellten des Staates Bern, Bernischer Lehrerverein — eine Eingabe ein, in der sie um Ausrichtung der Alterszulagen ersuchten. Das Festhalten an diesem prinzipiellen Postulat erwies sich als ein glücklicher Zug. Die stetsfort steigenden Lebensmittelpreise bewogen zunächst den Bundesrat, für das eidgenössische Personal die Wiederausrichtung der Alterszulagen in Aussicht zu nehmen. Damit erhielt dann auch die Forderung der bernischen Verbände einen starken Rückhalt, so dass die Frage zu unsern Gunsten entschieden wurde. Ausdrücklich feststellen möchten wir hier folgendes: Herr Regierungsrat Scheurer betonte, dass das Jahr 1915 als Dienstjahr zähle und nicht etwa ausfalle. Wenn also ein Lehrer auf 1. Mai 1916 in den Genuss einer Alterszulage tritt, so erhält er sie auf diesen Termin und nicht etwa erst auf 1. Mai 1917. Wir betonen dies ausdrücklich, weil in den Gemeinden draussen

sans aucun doute; nous devons la reconnaître comme telle, puisqu'elle, de son côté, reconnaît notre Société. Mais toute organisation cause des frais. Qui supportera ceux de cette association? Les communes probablement? Dans ce cas, c'est aux maîtres à protester, en tant que citoyens de la commune, car l'on ne saurait prélever de l'argent à la caisse communale pour aider une association particulière dont le caractère est militant. Il s'agit donc d'ouvrir l'œil et de protester chaque fois que l'occasion se présentera.

Augmentations de traitement pour années de service.

Le Grand Conseil du canton de Berne, dans sa session de novembre, a établi le budget pour 1916. Les débats concernant le budget duraient en général plusieurs séances, car Messieurs les députés, pour plaire à leurs électeurs, ne se faisaient pas faute de faire valoir leurs multiples désirs. Cette année, le déficit budgétaire d'environ 6 millions de francs fit taire même les mieux intentionnés. Ce déficit n'a cependant pas empêché le Grand Conseil de prendre une mesure dictée du reste par un sentiment de pure justice: il a décidé que les augmentations pour années de service seraient de nouveau payées à partir du 1^{er} janvier 1916. Cet arrêté satisfait donc tout le personnel de l'administration de l'Etat. Tout d'abord, une telle solution semblait très problématique, car, au mois de juillet, le gouvernement avait décidé de s'en tenir encore pour 1916 à l'arrêté concernant la suspension des augmentations périodiques. Sans se laisser intimider par cette décision, les associations intéressées à l'affaire — l'Association bernoise des employés à traitement fixe, l'Association bernoise des fonctionnaires de district, l'Association des fonctionnaires et employés de l'Etat de Berne, la Société des Instituteurs bernois — envoyèrent leur requête, priant le gouvernement de faire droit à leurs vœux. Le simple fait de s'en tenir au principe lui-même s'est révélé de bonne tactique. L'augmentation toujours croissante des prix des vivres a décidé le Conseil fédéral de demander des crédits pour payer les augmentations de traitement pour années de service du personnel fédéral. La réclamation des associations bernoises avait donc, par cette décision du Conseil fédéral, d'autant plus de poids, et la question fut tranchée en notre faveur. Nous tenons à souligner le point suivant: M. le conseiller d'Etat Scheurer a dit que l'année 1915 compte comme année de service, qu'elle n'est pas à biffer. Par conséquent, si un maître a droit à son augmen-

einzelne Finanzminister glaubten, die Gelegenheit benutzen zu können, um ein ganzes Jahr in der Dienstaltersskala zu streichen.

Durch den Beschluss des Grossen Rates ist hoffentlich auch die Frage der Gemeindealterszulagen und der Alterszulagen der Mittellehrer geregelt. Gemäss § 14, Alinea 2, des Schulgesetzes dürfen über dem Minimum stehende Besoldungen des Lehrers nicht ohne Zustimmung der Unterrichtsdirektion verkürzt werden. Nun gelten die Alterszulagen als integrierender Bestandteil der Besoldung. Hier ist also der Punkt, wo eingegriffen werden muss, wenn eine Gemeinde auch im Jahre 1916 die Alterszulagen sistieren sollte. Für die Mittellehrer liegt die Sache so: Der Mittellehrer gilt als Beamter der Gemeinde; diese haftet ihm für seine gesamte Besoldung, Grundgehalt und Alterszulagen. Im laufenden Jahre haben nun einzelne Schulen die Alterszulagen ganz oder teilweise sistiert, weil der Staat seine Befehnisse nicht leistete. Aus taktischen Gründen fügte man sich, obschon, streng rechtlich genommen, die Haltung des Staates die Gemeinden nicht von ihren Verpflichtungen gegenüber der Lehrerschaft entband. Vom 1. Januar 1916 an zahlt der Staat seinen Anteil an die Zulagen wieder aus, und da hoffen wir, dass sämtliche Gemeinden des Kantons anstandslos den vollen Betrag der Alterszulagen ausrichten. Einen verdankenswerten Beschluss hat der Stadtrat von Biel gefasst, indem er in das Budget pro 1916 einen Posten von Fr. 51,000 aufnahm, um die Alterszulagen von 1915 und 1916 zahlen zu können. Andererseits denken wir an die schöne, handels- und industriereiche Gemeinde Langenthal, die trotz ihrer finanziell günstigen, vom Kriege fast gar nicht berührten Situation im Jahre 1915 die Alterszulagen sistierte. Könnte diese Gemeinde nicht dem Beispiele Biels folgen?

Zum Schlusse ersuchen wir unsere Mitglieder, die irgend einen Anstand hinsichtlich der Ausrichtung der Alterszulagen haben sollten, an das Sekretariat des B. L. V. schriftliche Mitteilung zu machen. Das Bureau hat vom K. V. die Kompetenz erhalten, sofort die nötigen Vorkehren zu treffen, um die Interessen der Lehrerschaft zu schützen.

tation de traitement le 1^{er} mai 1916, il la touchera à cette époque et non le 1^{er} mai 1917. Nous insistons sur ce point, parce que dans quelques communes du canton certains ministres des finances ont cru devoir profiter de l'occasion pour biffer toute une année au tableau des années de service.

Nous aimons à espérer que, par cet arrêté du Grand Conseil, sont aussi réglées la question des augmentations communales et celle des augmentations pour années de service des maîtres aux écoles moyennes. En vertu de l'article 14, alinéa 2, de la loi scolaire, les traitements de maître qui ont dépassé le minimum ne peuvent pas être diminués sans l'assentiment de la Direction de l'Instruction publique. Les augmentations pour années de service font partie intégrante du traitement. C'est ce que nous saurons rappeler aux communes qui voudraient suspendre pour 1916 les augmentations périodiques. L'affaire se présente ainsi pour les maîtres aux écoles moyennes: le maître aux écoles moyennes est considéré comme employé de la commune; celle-ci s'engage à lui payer son traitement complet, traitement initial et augmentations pour années de service. Or, il est arrivé, dans le courant de cette année, que plusieurs écoles ont suspendu entièrement ou partiellement les augmentations périodiques, par la seule raison que l'Etat refusait de payer sa quote-part. L'on s'est soumis, par raisons tactiques, bien que, au point de vue strictement légal, la façon d'agir de l'Etat ne délie pas les communes de leurs obligations envers le corps enseignant. A partir du 1^{er} janvier 1916, l'Etat payant sa quote-part des augmentations pour années de service, nous aimons à espérer que toutes les communes du canton ne refuseront pas de payer la leur intégralement. Le Conseil communal de Bienne a pris une décision qui l'honore; il a voté un poste de fr. 51,000 au budget de 1916 pour payer les augmentations pour années de service de 1915 et 1916. Par contre, la belle commune de Langenthal, riche en commerce et en industrie, a suspendu les augmentations pour années de service pour 1915, malgré l'état favorable de ses finances et bien qu'elle n'ait presque pas souffert de la guerre. Cette commune ne pourrait-elle pas suivre l'exemple de Bienne?

En terminant, nous prions nos membres qui auraient quelque difficulté que ce soit à toucher leurs augmentations pour années de service, de le faire savoir par écrit au secrétariat du B. L. V. Le bureau a reçu du C. C. la compétence de faire aussitôt les démarches nécessaires pour sauvegarder les intérêts du corps enseignant.

Delegiertenversammlung

des Schweizerischen Lehrervereins

Samstag, 6. November 1915, nachmittags 3 Uhr,
im Hochschulgebäude Zürich.

Verhandlungen:

1. Zentralpräsident *Fritschi* wirft einen kurzen Rückblick auf das Geschäftsjahr 1914. Er schildert die schlimmen Einflüsse, die der Krieg auch für den Schulbetrieb zur Folge hatte. Die Lehrerschaft hat sich sehr energisch an dem allgemeinen Hilfswerk beteiligt; es sollten darüber Erhebungen gemacht werden. Die Schule, das Erziehungswesen dürfen auch in der schweren Zeit nicht vernachlässigt werden. Stark hebt der Redner hervor, dass der S. L. V. berufen sei, für den materiellen Fortschritt des Lehrerstandes zu kämpfen. Dazu bedarf es des Zusammenschlusses der gesamten schweizerischen Lehrerschaft.

2. Der *Jahresbericht* und die *Jahresrechnung pro 1914* wurden ohne Diskussion genehmigt. Die Jahresrechnung zeigt einen Aktivsaldo von Fr. 3844.64, so dass das reine Vereinsvermögen auf 31. Dezember 1914 Fr. 27,925.46 beträgt. Von Seiten des Zentralpräsidenten *Fritschi* und des Rektors *Niggli* in *Zofingen* wurde sehr energisch Propaganda für die *Lehrerwaisens-tiftung* gemacht.

3. Das *Budget pro 1916* sieht einen Einnahmenüberschuss von Fr. 2770 vor. Laut Statutenentwurf für die Hilfskasse bei Haftpflichtfällen sollen dem Vereinsvermögen Fr. 5000 entnommen werden als Fonds für die neue Institution. Im Falle der Annahme der Vorlage verwandelt sich der Einnahmenüberschuss in einen Ausgabenüberschuss von Fr. 2230. Das Budget wird genehmigt.

4. *Hilfskasse für Haftpflichtfälle*. Ein Statutenentwurf liegt vor. Zentralpräsident *Fritschi* plädiert für Eintreten. Er legt die Gründe dar, die uns an die Frage der Haftpflicht heranzuführen. Unsere Haftpflicht ist nicht so gross, wie das die Agenten der Versicherungsgesellschaften sagen. Doch besteht eine gewisse Gefahr, und diese Gefahr hat in Kreisen der Lehrerschaft Beunruhigung erzeugt. Er fragte sich, wollen wir den Kollektivanschluss an eine bestehende Versicherungsgesellschaft oder die Gründung einer Hilfskasse wählen. Für das erstere lagen eine Anzahl Offerten vor, die einen Prämiensatz von 50 Rp. bis Fr. 2 vorsahen. Doch war die Uebernahme der Haftpflicht in Fällen von Körperstrafe nicht aufgenommen oder doch stark eingeschränkt. Auf der andern Seite lagen die Erfahrungen des

Assemblée des délégués

de l'Association suisse des Instituteurs

samedi, 6 novembre 1915, à 3 heures de l'après-midi,
au bâtiment de l'Université de Zurich.

Délibérations:

1. M. *Fritschi*, président central, jette un coup d'œil rétrospectif sur l'année 1914. Il décrit le désarroi que la guerre a semé dans l'administration scolaire. Le corps enseignant a collaboré énergiquement à l'assistance générale; l'on devrait dresser une liste des bonnes œuvres auxquelles il a pris part. L'école, l'instruction publique méritent d'être soutenues, même dans ces temps difficiles. L'orateur rappelle en termes énergiques qu'au S. L. V. incombe le devoir de lutter pour améliorer la situation matérielle du maître; il a besoin pour cela de la collaboration de tout le corps enseignant suisse.

2. Le *rapport annuel et les comptes* de l'an 1914 sont approuvés sans discussion. Les comptes annuels accusent un solde actif de fr. 3844.64, de telle sorte que la fortune de l'Association se monte, le 31 décembre 1914, à fr. 27,925.46. Grâce à l'initiative de M. *Fritschi*, président central, et de M. le recteur *Niggli*, *Zofingue*, une active propagande a été faite pour la Fondation en faveur des orphelins, enfants de maîtres.

3. Le *budget de 1916* prévoit un excédent de recettes de fr. 2770. En vertu des statuts concernant la caisse de secours pour les cas de responsabilité civile, fr. 5000 doivent être prélevés sur la fortune de l'Association pour fournir un fonds pour la nouvelle institution. En cas d'acceptation du projet, l'excédent des recettes se transforme en un excédent des dépenses de fr. 2230. Le budget est approuvé.

4. *Caisse d'assistance pour les cas de responsabilité civile*. Un projet statutaire est là, sous nos yeux. Le président central, M. *Fritschi*, recommande l'entrée en matière. Il expose les raisons qui nous ont amenés à discuter la question de la responsabilité civile. Notre responsabilité n'a pas l'importance que les agents des compagnies d'assurance voudraient le faire croire. Il n'en existe pas moins un certain danger qui a éveillé quelques craintes au sein du corps enseignant. Celui-ci s'est demandé s'il valait mieux adhérer collectivement à une société d'assurance déjà existante ou bien fonder une caisse de secours. Dans le premier cas, nous avons là un grand nombre d'offres, dont les primes prévues varient de 50 ct. à fr. 2. Mais dans la fixation de ces primes, la responsabilité civile des maîtres qui

Deutschen Lehrervereins vor. Dieser hatte zuerst eine Kollektivversicherung bei einer Gesellschaft gehabt und eine Prämie von 2 Mark bezahlt. Jetzt ist er zum System der Hilfskasse übergegangen, kann allen Anforderungen genügen und kommt mit 25—35 Pfennig Prämie aus. Die Hilfskasse schützt den einzelnen, ist aber selbst nicht haftbar und untersteht nicht dem eidgenössischen Versicherungsgesetz. Dazu tritt noch eines: Unser Ziel muss sein, dass Staat und Gemeinde die Haftpflicht dereinst völlig übernehmen. Die heutigen finanziellen Verhältnisse gestatten dies nicht. Deshalb müssen wir selbst für uns sorgen. Durch die Gründung der Hilfskasse tun wir dies, ohne jedoch das Ziel aus den Augen zu verlieren. Zu gegebener Zeit können wir mit unserm Postulat vor die Öffentlichkeit treten.

Bei der Eintretensfrage möchte Schulinspektor Haffter, Glarus, den Entwurf nur zu Händen der Sektionen durchberaten. Mit grosser Mehrheit wird jedoch beschlossen, dies direkt zu Händen der Urabstimmung zu tun.

In der Detailberatung stellt Zimmermann im Namen der bernischen Delegation mehrere Änderungsanträge, die fast auf der ganzen Linie die Billigung der Versammlung finden. Aus dem Inhalt des Statutenentwurfs geben wir folgende Hauptpunkte wieder:

a. Die Kasse funktioniert bei allen Haftpflichtfällen, die aus den Art. 41, 45, 46, 47 und 61 des revidierten Obligationenrechts entstehen können. Versichert sind Lehrer, Schulleiter, Schulaufsichtsbeamte in amtlicher oder privater Tätigkeit. Als private Tätigkeit wird angesehen jede unterrichtliche oder erzieherische Tätigkeit, gleichgültig ob sie gegen Bezahlung oder unentgeltlich ausgeführt wird, desgleichen die Tätigkeit in Lehrervereinen. Wir sehen also, dass die Kasse ein sehr weites Arbeitsfeld vor sich hat: Alle Haftpflichtfälle, die in der Schule, beim Spiel, Turnen etc., bei der Ausübung der Disziplinargewalt entstehen können, ferner alle Fälle, die beim Privatunterricht, beim Besuch von Lehrerkonferenzen entstehen. Nicht unter die Bestimmungen der Kasse fallen Institutsvorsteher.

b. Die Organe der Kasse sind: Der Sektionsvorstand oder die von ihm eingesetzte kantonale Haftpflichtkommission (bis auf Fr. 100) und die Zentralhaftpflichtkommission, bestehend aus sieben Mitgliedern, die von der Delegiertenversammlung auf die Dauer von vier Jahren gewählt werden.

c. Wenn ein Haftpflichtfall sich ereignet, so ist der Sektionsvorstand zu avisieren, und dieser soll die nötigen Massregeln treffen. Wenn immer möglich, ist ein Prozess zu vermeiden. Das Mit-

auraient infligé à leurs élèves des peines corporelles n'a pas été envisagée ou en tous cas a été réduite à son minimum. Par ailleurs, nous avons les expériences de l'Association des maîtres de l'Empire allemand. Celle-ci s'était assurée auprès d'une société d'assurance dont la prime se montait à 2 marcs. Et maintenant, cette association a préféré le système de la caisse de secours qui suffit à tous les besoins, sans payer plus de 25 à 35 pfennigs la prime. La caisse de secours prend chaque membre sous sa protection, tout en étant elle-même insaisissable, et elle n'est pas soumise à la loi suisse sur les assurances. En outre, le but que nous poursuivons est que l'Etat et la commune se chargent eux-mêmes de la responsabilité civile du maître. Pour le moment, il n'en est pas question, vu la mauvaise situation financière. C'est pourquoi nous ne devons compter que sur nos propres forces. Mais si nous créons cette caisse de secours, ce n'est pas pour perdre de vue notre but; à l'heure favorable, nous saurons intéresser le public à notre postulat.

A propos de l'entrée en matière, M. Haffter, inspecteur des écoles, Glaris, aimerait que le projet fût discuté au sein des sections. L'assemblée décide cependant à une forte majorité de trancher la question par la votation générale.

Dans la discussion par articles, M. Zimmermann, au nom de la délégation bernoise, propose quelques changements qui, pour la plupart, sont acceptés. Voici les points principaux du projet statutaire:

a. La caisse fonctionne dans tous les cas de responsabilité civile prévus par les articles 41, 45, 46, 47 et 61 du code révisé des obligations. Assurés sont tous les maîtres, directeurs d'école, fonctionnaires préposés à la surveillance scolaire, qu'ils soient en activité officielle ou privée. L'on entend par « activité privée » toute activité dans l'enseignement ou l'éducation, rémunérée ou non; il en est de même pour l'activité au sein des associations de maîtres. La caisse a donc un vaste champ d'activité: Elle intervient dans tous les cas de responsabilité civile qui peuvent se produire à l'école, pendant les jeux, aux leçons de gymnastique, etc., dans les corrections disciplinaires, enfin dans l'enseignement privé ou dans la fréquentation des conférences de maîtres. Les directeurs d'instituts privés ne sont pas protégés par la caisse.

b. Les organes de la caisse sont: Le comité de section ou la commission de responsabilité civile cantonale nommée par lui (pour une somme ne dépassant pas fr. 100) et une commission centrale de responsabilité civile, composée de sept membres et nommée pour quatre ans par l'assemblée des délégués.

glied soll gewöhnlich mit dem Kläger selbst verhandeln. Das hat seinen guten Grund darin, dass die klägerischen Ansprüche in der Regel grösser werden, wenn sie nicht gegen einen einzelnen, sondern gegen eine Korporation gestellt werden. — Immerhin, wo die Umstände es rechtfertigen, kann ein Mitglied des Sektionsvorstandes oder der kantonalen Haftpflichtkommission zugezogen werden. Diese Konzession wurde namentlich den Bernern gemacht, deren ständiges Sekretariat in allen derartigen Fällen von den Mitgliedern stark in Anspruch genommen wird.

d. Bei Haftpflichtfällen, die nach Befund der Organe der Haftpflichtkasse aus grober Fahrlässigkeit oder durch Ueberschreitung des Züchtigungsrechts entstehen, kann nur eine teilweise Entschädigung beschlossen werden. — Diese Bestimmung ist an und für sich sehr billig. Wir dringen darauf, dass das Züchtigungsrecht uns nicht aus der Hand genommen werde, aber wir wollen nicht die Prügelpädagogik noch extra belohnen. Deshalb nur teilweise Entschädigung bei Ueberschreitung des Züchtigungsrechtes. Da aber die Juristen in dieser Frage sehr geteilter Meinung sind (vide bernisches Obergericht), so sollen die Organe der Kasse und nicht ein Gerichtshof feststellen, wann eine Ueberschreitung des Züchtigungsrechtes vorliegt und wann nicht.

e. Die Beiträge sind pro Mitglied auf 50 Rp. per Jahr normiert. Es soll ein Reservefonds von Fr. 50,000 angesammelt werden. Wird diese Summe erreicht, so entscheidet die Delegiertenversammlung darüber, ob der Fonds noch weiter zu öffnen sei oder nicht.

f. Widerhandlungen gegen die Anordnungen der Organe der Hilfskasse können zum Verlust der Unterstützung führen.

In der Diskussion wurde lebhaft und sehr energisch betont, dass die Kasse nicht etwa den Charakter einer «Armenkasse» haben solle, sondern dass die Mitglieder ein Recht auf ihre Hilfe besitzen. Zentralsekretär Graf, Bern, beantragte, dass die Statuten ins Französische übersetzt würden. Er machte ferner darauf aufmerksam, dass die Société pédagogique de la Suisse romande eine ähnliche Einrichtung plane. Der Zentralvorstand soll sich mit unsern Kollegen der romanischen Schweiz in Verbindung setzen, damit wir in dieser Materie ein Werk bekommen, das alle schweizerischen Lehrer zu interessieren imstande ist. Diese Anträge wurden vom Sprecher des Zentralvorstandes, Herr Fritschi, wohlwollend aufgenommen. Die Uebersetzung der Statuten wird erfolgen.

Der ganze Entwurf wurde in der Schlussabstimmung einstimmig angenommen, ebenso der Antrag des Zentralvorstandes, dem neuen Institut

c. Lorsqu'un cas de responsabilité civile vient à se produire, il faut en aviser le comité de section qui prendra toutes les mesures nécessaires. Autant que possible, on évitera un procès. L'inculpé traitera, d'ordinaire, avec le plaignant lui-même, par la simple raison que les exigences de la partie adverse sont généralement moindres s'il s'agit d'une personne que si toute une corporation est engagée dans l'affaire. — Cependant, si les circonstances le justifient, l'on pourra lui adjoindre un membre du comité de section ou de la commission cantonale de responsabilité civile. Cette concession a été faite aux Bernois spécialement dont le secrétariat permanent est fréquemment appelé à la rescousse par les membres de la Société des instituteurs bernois dans tous les cas de ce genre.

d. Dans les cas de responsabilité civile qui, au jugement des organes de la caisse, sont dus à une négligence inconcevable ou à un fait que l'accusé a outrepassé ses droits de correction, la caisse ne payera qu'une partie des dommages-intérêts. — Cette clause n'a rien qui nous doive surprendre. Si nous persistons à vouloir que le droit d'infliger des peines corporelles aux élèves ne nous soit pas retiré, nous ne tenons pas, cependant, à récompenser la pédagogie «de la férule». De là le dédommagement partiel dans les cas où l'inculpé a outrepassé ses droits de correction. Mais, comme sur ce point les juristes sont d'avis très différents (voir les jugements du Tribunal cantonal bernois), c'est aux organes de la caisse et non à un tribunal à juger si l'inculpé a, oui ou non, outrepassé ses droits de correction.

e. Les cotisations annuelles sont fixées à 50 ct. Un fonds de réserve de fr. 50,000 est nécessaire. Quand cette somme sera atteinte, c'est à l'assemblée des délégués à décider si le fonds doit être augmenté ou non.

f. Toute manœuvre contre les décisions des organes de la caisse de secours peut conduire l'Association à sa perte. Dans la discussion, l'on a donné à entendre, en termes non équivoques, que la caisse ne doit en rien être assimilée à une «Caisse pour les pauvres», que c'est une caisse de secours que chaque membre a le droit d'appeler à son aide. M. Graf, secrétaire central, a proposé que les statuts soient traduits en français, et il a rendu ses auditeurs attentifs au fait que la Société pédagogique de la Suisse romande projette une semblable institution. Le Comité central est prié d'entrer en pourparlers avec nos collègues de la Suisse romande pour fonder une œuvre qui réponde à tous les désirs du corps enseignant suisse. Ces propositions furent acceptées avec plaisir par M. Fritschi, au nom du Comité central. La traduction des statuts va se faire.

Fr. 5000 aus der Kasse des S. L. V. zu überweisen. Er kommt nun noch vor einen Juristen zur definitiven Bereinigung, dann soll im Januar oder Februar 1916 die Urabstimmung stattfinden.

5. *Kollektivanschluss des Bernischen Lehrervereins.* Dieser sieht für die jurassischen Mitglieder des B. L. V., sofern sie der Société pédagogique de la Suisse romande angehören, einen Beitrag von Fr. 1 vor. Diese Bestimmung wird einmütig genehmigt.

Schluss 6 $\frac{1}{2}$ Uhr.

Chronik des Kantonalvorstandes des B. L. V.

Kantonalvorstand, 13. November 1915,
nachmittags 2 Uhr.

1. Präsident Zimmermann begrüsst Herrn Siegenthaler, der zum ersten Male der Sitzung beiwohnen kann.

2. Der Präsident erwähnt die Verhandlungen der Delegiertenversammlung des Schweizerischen Lehrervereins in Zürich (6. 7. November 1915). Wir werden darauf in einem besondern Artikel zu sprechen kommen.

5., 6. Die *Protokolle* der Sitzungen vom 11. September und 3. November 1915 werden verlesen und genehmigt.

7. *Interpellation Boinay.* In der Sitzung vom 3. November 1915 wurde der Text unserer Verteidigungsschrift festgestellt. Am 10. November tagten die Präsidenten der regionalen Presskomitees, um für den Bedürfnisfall den Pressdienst organisieren zu können. Aus dem Jura erhielten wir die höchst bedeutsame Nachricht, dass dort im katholischen Teil die Gründung eines Vereins der jurassischen Schulkommissionen bevorstehe. Wir werden auch darauf noch zu sprechen kommen.

8. *Sistierung der Alterszulagen.* Regierungsrat und Staatswirtschaftskommission beantragen, es seien die Alterszulagen vom 1. Januar 1916 hinweg wieder auszurichten. Eine still durchgeführte Propaganda geht so einem erfolgreichen Ende entgegen. Ueber das Weitere siehe den Spezialartikel.

9. Bei Beginn der Mobilisation der schweizerischen Armee verzichteten die Lehrer einer seeländischen Sekundarschule auf ihre fällige Alterszulage zu Gunsten der Notstandssuppenküche der betreffenden Gemeinde. Im Mai 1915 stellte diese Institution ihre Funktionen ein, da normale Erwerbsverhältnisse zurückgekehrt waren. Die Sekundarlehrer verlangten nun ihre Alterszulagen, aber am 10. August 1915 beschloss die Gemeinde Sistierung derselben, obschon sie im Budget aufgenommen worden waren. Gegen diesen Akt offener Willkür stellten sich die Lehrer wie die Schulkommission zur Wehre. Der Amtsverweser wies den Rekurs von seiten der Lehrer ab, indem er die Sache vor den Zivilrichter wies und es in Ordnung fand, dass die «Gemeinde befugt sei, einmal gefasste Beschlüsse wieder abzuändern». Unser Rechtskonsulent fand diese Motivierung sehr dürftig und riet zum Rekurs an die Regierung. Der K. V. gewährt den beiden Sekundarlehrern den Rechtsschutz des B. L. V. Der Rekurs ist recht-

Le projet dans son entier est approuvé à l'unanimité, ainsi que la proposition du Comité central de prélever de la Caisse du S. L. V. la somme de fr. 5000, nécessaire au fonds de la nouvelle institution. Ce projet n'a plus qu'à passer devant un juriste qui y mettra la dernière main, et en janvier ou février 1916 aura lieu la votation générale.

5. *Adhésion collective de l'Association des maîtres bernois.* Il est prévu une cotisation de fr. 1 pour les Jurassiens membres du B. L. V., qui appartiennent à la Société pédagogique de la Suisse romande. Cette clause est acceptée à l'unanimité.

Séance levée à 6 heures et demie.

Chronique du Comité cantonal du B. L. V.

Comité cantonal, 13 novembre 1915,
2 heures de l'après-midi.

1. Le président, M. Zimmermann, salue M. Siegenthaler, qui assiste pour la première fois à la séance.

2. Le président rappelle les délibérations de l'assemblée des délégués de l'Association suisse des Instituteurs, à Zurich (6/7 novembre 1915). Nous en reparlerons dans un article spécial.

5, 6. Les *procès-verbaux* des séances du 11 septembre et du 3 novembre sont lus et approuvés.

7. *Interpellation Boinay.* Dans la séance du 3 novembre 1915, nous avons rédigé notre apologie. Le 10 novembre, les présidents des comités de la presse régionaux ont délibéré sur la manière la plus efficace d'organiser le service de la presse quand le besoin s'en fait sentir. Une nouvelle de la plus haute importance nous est parvenue du Jura: il paraît qu'on va fonder, dans la région catholique, une association des commissions d'école jurassiennes. Nous en reparlerons.

8. *Suspension des augmentations de traitement pour années de service.* Le Conseil d'Etat et la Commission de gestion proposent qu'à partir du 1^{er} janvier 1916 les augmentations pour années de service soient de nouveau payées. Une propagande faite adroitement et sans bruit arrivera donc à ses fins. Pour les détails, voir l'article spécial.

9. Lors de la mobilisation de l'armée suisse, les maîtres d'une école secondaire du Seeland renoncèrent à toucher leurs augmentations de traitement pour années de service en faveur de l'œuvre des soupes à distribuer aux indigents de ladite commune. A partir de mai 1915, cette institution cessa de fonctionner, le chômage ayant pris fin. Les maîtres secondaires réclamèrent alors leurs augmentations réglementaires, mais la commune décida, dans sa séance du 10 août, de suspendre ces augmentations qui figuraient cependant au budget. Maîtres et commission d'école s'opposèrent à ce pouvoir arbitraire. Le vice-préfet écarta le recours des maîtres et remit l'affaire à la juridiction civile, trouvant normal qu'une «commune ait le droit de revenir sur ses décisions». Notre avocat-conseil trouva cette justification insuffisante et nous conseilla de recourir au gouvernement. Le C. C. accorde aux deux maîtres secondaires l'assistance judiciaire du B. L. V. L'appel a été interjeté à temps. Nous attendons du gouvernement

zeitig ergriffen worden. Wir erwarten aus dem Entschiede eine Abklärung der Frage, ob eine Gemeinde befugt sei, von sich aus Abänderungen in den einmal festgesetzten Besoldungsverhältnissen der Lehrer vorzunehmen. Im übrigen erteilte der K. V. dem Präsidenten und Sekretär die Vollmacht, in allen Fällen von Sistierung der Alterszulagen in den Gemeinden die nötigen Massregeln zu ergreifen, um die Interessen der Lehrerschaft zu wahren.

14. Ein *Darlehensgesuch* wird abgewiesen.
15. Ein zweites *Darlehensgesuch* wird genehmigt.
17. Ein Kollege erhält ein Darlehen von Fr. 450.
- 18., 19., 20., 21. Vier *Unterstützungsgesuche* werden genehmigt.
22. Ein *Stundungsgesuch* wird genehmigt.
23. Einem Kollegen wird gestattet, sein Darlehen in vierteljährlichen Raten von Fr. 30 statt Fr. 62. 50 abzuzahlen.

24. *Broschüre Mühlethaler über Jugendfürsorge*. Gestützt auf § 1, Alinea I, der Statuten wird das Sekretariat ermächtigt und beauftragt, den Vertrieb dieser demnächst erscheinenden Broschüre zu übernehmen.

25. *Züchtigungsrecht der Lehrerschaft*. Es findet eine kurze Aussprache über einen letzthin im « Bund » publizierten Fall statt, in dem ein Lehrer wegen der Applikation einer Maulschelle zu Fr. 2 Busse und den Kosten verurteilt wurde. Man ist der Meinung, dass Schritte eingeleitet werden sollten zur Ueberweisung derartiger Fälle an die Administrativinstanz (Schulkommission, Inspektorat, Unterrichtsdirektion). Dann sollte die öffentliche Meinung systematisch aufgeklärt werden über die Folgen einer solchen Rechtsprechung, die sich am besten bei der vielbeklagten Verrohung der Jugend äussern.

Schluss 6¹/₂ Uhr.

Mehrere Geschäfte eignen sich nicht zur Publikation.

Schweizerischer Lehrerkalender.

Wir empfehlen diesen vortrefflichen Taschenkalender der deutschsprechenden Lehrerschaft des Kantons Bern dringend zur Anschaffung. Der Ertrag des Verkaufes fällt in die schweizerische Lehrerwaisenstiftung, deren wohlthätiges Walten wir ja alle kennen. Der Kanton Bern hat in den letzten Jahren stetsfort mehr an Waisenunterstützungen bezogen, als er an Vergabungen an die Kasse einsandte. Da ist es denn unsere Ehrenpflicht, durch Steigerung des Ertrags des Lehrerkalenders die Lücke wenigstens zum Teil auszufüllen. Man kauft sich ja alle Jahre einen Taschenkalender, warum denn nicht den Lehrerkalender, unser eigenes Werk, das zu Gunsten der armen Lehrerwaisen gestiftet worden ist?

la réponse à cette question: une commune a-t-elle le droit de changer d'elle-même les dispositions prises réglant les traitements des maîtres? En outre, le C. C. a donné pleins pouvoirs au président et au secrétaire pour prendre les mesures nécessaires à la sauvegarde des intérêts du corps enseignant, menacé, dans l'une ou l'autre commune, de la suspension des augmentations de traitement pour années de service.

14. Une *demande de prêt* est repoussée.
15. Une seconde *demande de prêt* est acceptée.
17. Un collègue obtient un prêt de fr. 450.
- 18, 19, 20, 21. Quatre *demandes de secours* sont acceptées.
22. Une *demande de prolongation* est acceptée.
23. Un collègue obtient la permission de rembourser son prêt par acomptes trimestriels de fr. 30 au lieu de fr. 62. 50.

24. La *brochure Mühlethaler sur la protection de la jeunesse*. En vertu du § 1^{er}, alinéa I, des statuts, le secrétaire est chargé de l'envoi de cette brochure qui paraîtra sous peu.

25. *Droit du corps enseignant d'infliger aux élèves des peines corporelles*. Une courte discussion s'élève à propos d'un cas de correction paru dernièrement dans le « Bund », où le maître a été condamné à fr. 2 d'amende et aux frais pour avoir donné un soufflet à un élève. Il nous semble qu'il faudrait faire des démarches pour remettre des cas pareils à l'instance administrative (commission d'école, inspecteur, Direction de l'Instruction publique). On ne devrait manquer aucune occasion d'attirer l'attention du public sur les conséquences de tels procès, conséquences néfastes pour la jeunesse qui devient de plus en plus brutale.

Séance levée à 6 heures et demie.

Plusieurs délibérations ne sont pas de nature à être publiées.

Der Lehrerkalender kann bezogen werden bei den Herren Sektionspräsidenten anlässlich der Sektionsversammlungen oder direkt beim Sekretariat des Schweizerischen Lehrervereins, Pestalozzianum, Zürich I. Er wird in folgenden Ausgaben versandt:

- a. Ausgabe in Leder mit Klappe zum Einschieben à Fr. 2. 50
- b. Ausgabe in Leinwand mit Klappe zum Einschieben » » 1. 50
- c. Ausgabe in Briefftasche . . . » » 1. 70
- d. Einlage in die Briefftasche letzten Jahres » » 1. 20
- e. Briefftasche allein » » —. 50

Der Kantonalvorstand des B. L. V.